

Un lieu bien pansant pour bien penser le prendre soin

SPratique médicale SConfort, bientraitance SPara-médicaux

■ **Sylvain Allemand**, journaliste

Entre le 11 et le 21 juin 2010 (soit dix jours !) s'est tenu au Centre culturel international de Cerisy un important colloque sur « Les savoirs, les pratiques et les nouvelles perspectives du prendre soin ». Des services d'aide à la personne au prendre soin de la nature en passant par les questions de genre, sans oublier naturellement les soins infirmiers, les différentes facettes du soin ont été abordées. Et ce, à travers des conférences d'intervenants issus d'horizons variés tant sur le plan disciplinaire (avec la participation de sociologues, d'anthropologues, de philosophes, de psys) que géographique (France, Québec, Suisse, Belgique...) ou du statut (des chercheurs, des praticiens, des élus...).

Les directrices du colloque reflétaient à elles seules cette volonté de croiser les regards et les approches : les Québécoises Véronique Chagnon et Clémence Dallaire, respectivement docteurs en sciences de l'administration et sciences infirmières ; Catherine Espinasse, psychosociologue ; enfin, Edith Heurgon qui, en dehors de la direction du Centre Culturel International de Cerisy, promeut depuis plusieurs années une « prospective du présent » : une démarche qui, à la différence de la prospective classique (fondée sur l'élaboration de scénarios censés éclairer la décision des gouvernants et chefs d'entreprise) s'emploie à co-construire un diagnostic partagé sur des enjeux de société, à partir d'un repérage de « signaux faibles » : des solutions innovantes en émergence sur un territoire, susceptibles, moyennant leur montée en généralité, de répondre à des défis contemporains.

Un fourmillement d'initiatives

Or s'il est un domaine fourmillant d'initiatives, c'est bien le soin, a fortiori si on l'envisage dans toutes ses manifestations : à l'égard des personnes, de la société, de la nature... Le colloque a ainsi été l'occasion de donner un large aperçu de ces initiatives comme, par exemple, « Le Rire médecin », une association créée en 1991, avec pour vocation d'améliorer, par l'intervention de clowns, les séjours des enfants en milieu hospitalier. Toujours passionnantes et stimulantes, les initiatives se révèlent souvent fragiles et peuvent se trouver être « empêchées » par les logiques propres aux institutions. L'exemple des Maisons ouvertes étaient là pour le rappeler : initiées par Gisèle Bessac, à Paris, elles proposaient un espace prototype pour matérialiser une nouvelle vision des maisons de retraite et, par-là même, une autre représentation de la vieillesse

et du vieillissement ainsi qu'une approche qui prenne mieux en compte le corps des personnes. Une grande attention était portée à l'architecture et à l'aménagement de l'espace comme expression de ces valeurs. Des formations avaient été conçues à partir de pédagogies en créativité consistant à transférer des méthodes utilisées dans les écoles d'art appliquées et de design sur le champ social. Malheureusement, l'initiative n'a pas pu être poursuivie faute d'une réelle implication des pouvoirs publics (à moins que ce ne soit en raison du parti pris de les impliquer en amont, à travers une expérimentation...).

En dehors des initiatives illustrant des manières originales de prendre soin, le colloque a été aussi l'occasion de rendre compte de nouvelles catégories ou méthodes d'observation de l'environnement quotidien, et notamment urbain, afin d'en identifier les sources de nuisances pour les citoyens. Significatives ont été à cet égard les interventions de Marion Tillous, géographe, de Sabine Chardonnet-Darmaillacq, architecte, et de Brice Dury, designer. Tandis que la première abordait les contraintes qui pèsent sur la mobilité des personnes âgées, la seconde montrait tout l'intérêt à appréhender l'individu dans toutes ses dimensions pour améliorer son bien-être dans l'espace des mobilités (concrètement, elle invite à envisager le citoyen autrement qu'en simple piéton et à prendre en considération... le fesse-ton, le main-ton et le percep-ton...). Quant à Brice Dury, il illustra les mille et une difficultés inhérentes à la mobilité dans les lieux de transports ou d'autres espaces publics.

Services à la personne : un bilan ambigu

Sur le plan des politiques publiques, le colloque a naturellement été aussi l'occasion de revenir sur les services d'aide à la personne à travers, notamment, l'analyse de l'économiste Patrick Haddad. Face aux besoins croissants des populations âgées, différentes approches se manifestent, les unes commerciales, les autres médicosociales ou néodomestiques (à travers la prise en charge par des proches). En termes d'emplois, le bilan reste plus que mitigé : en France, 150 000 emplois ont été créés à ce jour, un nombre non négligeable, mais tout de même loin des 500 000 prévus par le gouvernement. D'autant qu'un faible pourcentage correspond à des emplois à taux plein. Au-delà de cette évaluation quantitative subsiste le risque d'une standardisation et, pour tout dire, industria-

lisation des services à la personne. Des services pourtant essentiels sont encore peu développés, à commencer par ceux touchant à la mobilité.

Des relations de soin ambivalentes

A trop embrasser, le risque aurait été pour le colloque de faire du prendre soin une notion valise. La démultiplication des analyses et témoignages a en réalité eu plusieurs mérites. D'abord, celui de faire ressortir l'ambiguïté de la relation de soin. Loin de n'en être que le simple envers, la maltraitance pourrait en être une autre manifestation... C'est ce que suggère le bilan dressé par le docteur Lucien Sokolowski en rappelant combien la violence peut aussi se manifester dans l'acte de soin lui-même, par l'instauration d'une relation dissymétrique avec le patient ou plus généralement la personne à laquelle on manifeste de l'attention. Même bien intentionné, l'acte de prendre soin peut gêner le destinataire faute d'une réelle prise en compte de ses attentes.

Cette ambiguïté du prendre soin a été évoquée à propos d'un tout autre contexte : l'action des visiteurs de prison. D'aucuns se sont interrogés sur le caractère a priori asymétrique de la relation établie entre le visiteur et la personne incarcérée et, au-delà, le risque de cautionner un système carcéral défaillant. Témoignant de sa propre expérience, Pascal Croset (par ailleurs consultant) a néanmoins tenu à insister sur l'importance à considérer la personne incarcérée pour ce qu'elle est d'abord : un citoyen.

La démultiplication des points de vue a permis aussi de mieux faire apparaître les différences de vision et de conception, et de questionner la pertinence d'une approche qui semble susciter un intérêt croissant jusqu'en France malgré son anglicisme : le care, qui entretient à l'évidence des relations plus qu'ambiguës avec la tradition caritative.

Sciences des infirmières versus savoirs profanes et vernaculaires ?

Naturellement, les savoirs infirmiers et médicaux ont tout particulièrement retenu l'attention. Très rapidement, une ligne de clivage est apparue entre les promoteurs d'une science des infirmières et ceux plus sceptiques quant à l'intérêt de telles sciences. Schématiquement, les premiers étaient les représentants du Québec et de Suisse où de telles sciences sont reconnues de longue date, tant et si bien que la France a pu paraître « en retard ». A travers la reconnaissance de telles sciences, l'enjeu est de conforter la place des infirmières dans les processus de décision, voire d'élaboration des politiques publiques les concernant.

A cette fin, Clémence Dallaire recommande une implication des infirmières dans l'ensemble des sphères politiques : celle du politique, de la politique et des politiques publiques. Le risque n'est-il pas cependant d'en venir à utiliser les mêmes armes que ceux dont on conteste l'omnipouvoir ?

Sans attendre l'issue de cette lutte, force est de constater un risque d'assèchement du vivier d'infirmières : de fait, les pays les plus en avance dans la promotion de sciences infirmières sont, tout comme la France, confrontés à des problèmes de recrutement, la filière universitaire tendant à détourner les candidats de la pratique. A trop verser dans la théorisation, les sciences infirmières ne risquent-elles pas en outre de se couper de pratiques et d'autres formes de savoir ? Telle est l'autre objection apparue dans les débats.

« Au sein de l'hôpital, c'est la relation de proximité entretenue par les infirmières avec le patient qui se révèle insuffisamment valorisée. »

Le prendre soin mobilise de fait toutes sortes de compétences, dont certaines sont non formalisables : elles ne prennent sens qu'« in situ », « dans un contexte donné »... des expressions revenues à satiété au cours des débats. Dans sa contribution, Nicolas Vornax souligne combien l'approche de la médecine occidentale du corps est en inadéquation avec le rapport concret du patient au monde. On ne parle au patient qu'à travers son numéro de chambre ou son organe malade. Selon lui, l'ouverture des soins au rapport au monde permettrait de renouer avec la création de soi dans l'épreuve de la maladie.

Gageons que l'introduction des sciences sociales et humaines, dans le cursus médical, favorisera une telle évolution.

D'autres contributions ont été l'occasion de réhabiliter les savoirs vernaculaires. Le sociologue Marc Hatzfeld, par exemple, montre comment dans des banlieues, des patients d'origine immigrée viennent à solliciter des savoirs traditionnels de leurs pays d'origine.

Au sein de l'hôpital, c'est la relation de proximité entretenue par les infirmières avec le patient qui se révèle insuffisamment valorisée. Plus l'infirmière est proche du patient, plus elle apprend, mais moins elle est reconnue, constate Anne Perraut Soliveres. C'est encore plus vrai pour les infirmières de nuit que leurs collègues du jour. Les premières en particulier peinent à faire admettre aux secondes le droit au sommeil du patient.

Pour une université populaire du soin

Les habitués des colloques cerisyens (qui se déroulent toujours sur plusieurs jours) savent qu'un conflit risque toujours de survenir (généralement au 3^e ou 4^e jour...) et que d'ailleurs son éclatement conditionne la réussite du colloque. Celui dédié au prendre soin n'a pas fait exception et il était amu-

.../...

.../... sant de voir comment les participants en guettaient l'arrivée comme d'autres l'orage. Pourtant, si la ligne de clivage a bel et bien été identifiée et débattue, elle n'a pas débouché sur un conflit ouvert. Le travail de synthèse effectué par Josée Landrieu a permis de mesurer tout le chemin parcouru par les participants pour tendre, fût-ce à leur insu, à un dépassement des divergences, sinon à ouvrir des perspectives nouvelles. Parmi elles : la création d'un lieu propice à l'échange entre chercheurs et praticiens. Ce qu'Edith Heurgon caractérisait en termes d'« université populaire du soin » qui impliquerait les acteurs concernés, placés au cœur des tensions. Comme n'importe quelle université populaire (thème d'un précédent colloque cerisyen), celle-ci serait ouverte aux chercheurs comme aux praticiens.

Ainsi se trouverait dépassée l'opposition entre deux formes de savoir, au profit d'une valorisation du continuum qu'il forme en définitive. Comment pourrait-il en être autrement ? Comme le résumait Josée Landrieu, prendre soin suppose d'avoir fait « un vagabondage à travers les savoirs et pratiques entre rationalité scientifique et rationalité intuitive, des compétences fondées à travers des expériences de vie. »

Cette université ne serait-elle qu'une utopie de plus ? Peut-être. Mais durant la décennie, Cerisy semble en avoir donné une préfiguration plus que convaincante. Il suffit de voir le besoin des participants, tous milieux confondus, de poursuivre le dialogue au-delà du temps du colloque, pour s'en convaincre.

Cerisy, une préfiguration du lieu bien-pensant ?

Comment une telle issue a-t-elle été possible ? C'est la question à laquelle on souhaite répondre ici en émettant l'hypothèse de l'existence de lieux bien pensants (avec un a) que le Centre culturel international de Cerisy incarne à sa façon.

À l'attention de tous ceux qui n'ont pas eu l'occasion de s'y rendre encore, précisons que ce centre est abrité dans un château du XVII^e et ses dépendances, situés en plein cœur du Cotentin. Près de trois heures sont nécessaires pour le rallier depuis Paris, soit en voiture soit en train. De prime abord, il paraît coupé du monde. En réalité, c'est un lieu en permanence connecté via Internet ou les allées et venues de participants (pourtant censés assister à l'intégralité du colloque...).

Au-delà du cadre, c'est aussi et peut-être d'abord un ensemble de rites : le verre de Calva partagé le soir de l'arrivée, les cloches qui scandent le début des repas pris dans le réfectoire, sinon le hall en cas de grande influence, les remerciements adressés par les directeurs de colloque à la chef, le jour de l'omelette norvégienne !

Un lieu bien pensant serait donc d'abord ceci : un lieu où on prend le temps d'échanger et, si on nous autorise ce jeu de mot, de se remplir (raisonnablement) la panse. Dis-moi comment tu manges, et je te dirai qui tu es... Ce vieil adage dû à Brillat-Savarin prend tout son sens dans le cadre cerisyen !

Naturellement, cela ne saurait suffire. Et les murs de la bibliothèque résonnent encore de disputes mémorables, pas toujours cicatrisées.

Un lieu bien-pensant est donc un lieu où on n'hésite pas à aborder les questions qui fâchent, les conflits potentiels, mais avec le souci permanent de l'écoute de l'autre, de ses arguments, du contexte dont il parle, de sa trajectoire. Un lieu où on ne se quite pas sans avoir pris la peine de « panser » les éventuelles plaies nées des conflits et désaccords. C'est dire s'il exige un sens de l'écoute et donc du temps ainsi qu'un cadre propice aux échanges informels. Ce qu'offre précisément Cerisy, ses rythmes et son environnement ¹.

Certes, les contraintes qui pèsent sur les agendas rendent plus que difficile la possibilité d'assister plusieurs jours durant à un colloque. Parmi les participants, seuls quelques-uns ont pu d'ailleurs assister à l'intégralité des conférences, mais au moins la plupart sont-ils restés plusieurs jours.

Sans doute la problématique du colloque se prêtait-elle a priori à une bonne prédisposition des participants. De même que la culture de la négociation qui semble caractériser les Québécois. Il n'en reste pas moins que ce colloque a fait sentir le besoin de lieux particuliers pour aborder des enjeux de société.

Dans son intervention consacrée à la question de savoir si prendre soin de la nature avait un sens, Aliénor Bertrand, philosophe, manifestait ses doutes, à la lumière de l'ouvrage de l'anthropologue Philippe Descola, *Au-delà de la culture et de la nature*². À cette occasion, elle rappelait cependant combien la réalité est faite d'hétérogénéité et donc de conflits potentiels, qu'on aurait tort de vouloir escamoter. Un lieu bien-pensant prendrait donc acte de cette réalité sans perdre de vue le souci de créer les conditions d'émergence d'un diagnostic partagé, à même de déboucher sur un futur souhaitable (pour reprendre la terminologie de la prospective du présent). Une utopie ? ■

1. On renvoie à ce propos le lecteur à l'analyse de la communication interpersonnelle proposée par l'anthropologue Yves Winkin directement inspirée de ses observations faites lors d'un colloque de Cerisy, in *S.I.E.C.L.E., Colloque de Cerisy, 100 ans de rencontres intellectuelles de Pontigny à Cerisy*, coll. « Inventaires », Imec, 2005.

2. Gallimard, coll. « Bibliothèques des sciences humaines », 2005.